

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-013 DU 23 JUILLET 2019
RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RÉSEAUX DE
TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE GRTGAZ ET TERÉGA**

Réponse d'ENGIE

Date : 4 octobre 2019

Question 1 Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE maintient la position défavorable exprimée à l'occasion des précédentes consultations.

Afin de répondre aux objectifs exprimés par la CRE d'améliorer le juste signal à l'investissement, une réflexion autour d'une bonification des taux de rémunération pour certains types d'investissements pourrait avoir du sens, dans une logique de maintien de l'outil industriel en qualité et en sécurité et de son adaptation à la transition énergétique, en complément d'une juste rémunération de la base d'actif historique et en conservant les dispositions spécifiques à certains actifs.

ENGIE est donc opposée à la méthode et au calendrier proposés par la CRE, et n'est pas favorable à la prise en compte d'une méthode différenciée pour la prochaine période tarifaire.

Question 2 Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE dans la mesure où cette disposition s'appliquerait aux plus-values comme aux moins-values.

Question 3 Etes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE est favorable à une harmonisation progressive du fonctionnement du CRCP entre les activités régulées, sur la base d'un apurement annuel assorti d'une limitation de l'évolution tarifaire en résultant.

Question 4 Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE est favorable à une période tarifaire de 4 ans et au calendrier proposé par la CRE.

ENGIE s'interroge sur la pertinence d'utiliser l'inflation comme seul index d'évolution des coûts, dans la mesure où seule une partie des coûts des GRT évolue avec l'inflation.

ENGIE estime que la proposition de la CRE ne traite pas la question de la visibilité sur le début de la période tarifaire suivante, qui avait fait l'objet d'une question dans la consultation du 19 février dernier. Comme indiqué dans sa réponse à cette dernière, ENGIE est favorable à l'établissement d'une vision anticipée des tarifs sur une période de 4 années glissantes.

Question 5 Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE est favorable au périmètre présenté par la CRE, sous réserve que les cessions soient prises en compte tant pour les plus-values que pour les moins-values.

Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE est favorable aux principes énoncés par la CRE, en particulier la réduction à 5% de la bande de neutralité.

Concernant les investissements hors réseaux, ENGIE considère qu'il est primordial d'inciter les GRT à la maîtrise des investissements sur les systèmes d'information, pour un niveau de service donné. La maîtrise de ces investissements fait désormais partie du cœur de métier des GRT, au même titre que le développement du réseau.

Question 7 Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE partage largement les objectifs poursuivis par la CRE en maintenant et en faisant évoluer le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT. Ce dispositif a fait ses preuves, et il est pertinent de supprimer certains indicateurs et d'en ajouter d'autres.

ENGIE est notamment favorable aux évolutions suivantes, proposées par la CRE :

- Evolution des indicateurs relatifs aux programmes de maintenance. En particulier, la fourniture d'indicateurs agrégés pour chaque catégorie de points et calculés annuellement semble plus pertinente qu'une multitude d'indicateurs détaillés ;
- Introduction d'un indicateur sur les informations utiles aux expéditeurs. ENGIE est particulièrement sensible au suivi de la qualité des données de back-up et à la disponibilité des ventes de capacités fermes à court terme ;
- Introduction d'un indicateur de fonctionnement de la zone unique. ENGIE émet toutefois une réserve sur la pertinence de l'indicateur de spread entre le PEG et le TTF, qui ne reflète que très partiellement – voire pas du tout – le bon fonctionnement de la zone unique. La qualité globale de l'équilibrage de la zone (déséquilibre TRF en fin de journée) semble être également un indicateur pertinent ;
- Introduction d'un indicateur de suivi du nombre de réclamations et du délai de traitement. ENGIE souhaite que la notion de « réclamation » soit élargie, de manière à intégrer des

demandes exprimées par écrit, même si elles ne respectent pas le formalisme d'une réclamation.

ENGIE n'est pas favorable à intégrer le suivi des indicateurs environnementaux dans la régulation incitative, ces indicateurs étant suivis par ailleurs.

Enfin, la qualité de service ne pouvant se limiter au suivi d'indicateurs, ENGIE souhaiterait que les contrats de transport comportent des pénalités explicites pour les GRT dans le cas où des capacités fermes souscrites ne sont pas utilisables, en dehors des programmes de maintenance ou des cas de force majeure.

Question 8 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Afin de permettre aux opérateurs de transport d'anticiper les évolutions à venir du système gazier en lien avec le développement des gaz renouvelables et décarbonés, dont la production d'hydrogène vert, une régulation incitative de la CRE pour des projets de R&D permettant de mieux comprendre le rôle et la plus-value d'infrastructures de transport dans un système gaz/hydrogène semble indispensable.

Question 9 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

ENGIE est favorable au lissage des revenus autorisés par la CRE, dans la mesure où ce lissage n'a pas d'impact sur les charges recouvrées par les GRT au global sur la durée du tarif.

ENGIE partage la volonté de la CRE de veiller à la compétitivité du vecteur gaz pour le client final. Toutefois, elle rappelle que les charges de transport ne représentent qu'environ 6% du prix du gaz livré, donc d'ordre secondaire sur le signal prix pour les consommateurs.

Engie s'inquiète notamment de la réduction d'objectifs et de moyens de 40 % pour le développement du biométhane entre les demandes des opérateurs et les évaluations de la Commission. Cet écart entre les hypothèses de la CRE et celles des opérateurs de réseaux est trop important (au regard de la dynamique de la filière et des volumes en file d'attente) et une actualisation des moyens retenus dans l'ATRT7 devrait considérer une hypothèse convergente.

Concernant les charges de capital normatives, ENGIE considère qu'il est normal qu'elles reflètent l'évolution des paramètres de marché, dont celle des taux d'intérêt, mais rappelle l'importance de maintenir un taux de retour total réel stable dans le temps et une cohérence de l'ensemble des paramètres.

A ce titre, Engie regrette que la maturité de référence du coût de la dette intégré dans la fourchette des taux indiqués [3,6% à 4,4%] soit limité à 10 ans, durée bien inférieure à la durée de vie des investissements des opérateurs.

ENGIE considère, de plus, que le risque de marché a significativement augmenté dans le secteur gazier en France (diminution de la demande gaz à moyen long terme telle que découlant des projets de PPE et de RE 2020, nécessité d'adaptation des infrastructures aux gaz verts, biométhane, syngas et hydrogène), et que la rémunération de ces nouveaux risques est insuffisamment prise en compte par

les taux proposés, y compris par la borne haute de la fourchette (4,4%) ; par conséquent, ENGIE considère un taux de 4,4% (réel avant impôt) comme la borne basse d'une juste rémunération.

En outre, la fourchette de taux proposée par la CRE ayant intégré une baisse prévisionnelle de l'impôt sur les sociétés, ENGIE souhaite que tout écart entre les valeurs retenues pour ces prévisions et les taux d'imposition effectifs, à la hausse comme à la baisse, soit corrigé via le CRCP .

Par ailleurs, pour le calcul du CMPC, ENGIE appelle l'attention de la CRE sur la nécessité d'utiliser un taux sans risque réel positif, afin de garantir un juste signal à l'investissement.

Question 10 Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

ENGIE souhaite que les hypothèses d'évolution des souscriptions prises en compte dans l'élaboration des tarifs soient les plus réalistes possibles. A ce titre un retour d'expérience sur la différence entre les prévisions fournies par les GRT pour l'ATRT6 et le réalisé serait de nature à éclairer la décision de la CRE.

Pour plus de justesse, la détermination des tarifs devrait tenir compte de la différence tarifaire entre les capacités annuelles et les capacités de court terme. A souscription égale, des réservations de court terme génèrent en effet des revenus supérieurs. Les chiffres présentés dans la consultation ne différencient pas les souscriptions par maturité.

Question 11 Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

ENGIE est favorable aux grands principes énoncés par la CRE sur la base des résultats de la consultation du 27 mars 2019.

Question 12 Etes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PITS ?

ENGIE est favorable à la proposition de tarification des capacités interruptibles de la CRE, tant aux PIR qu'aux PITS.

Question 13 Etes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

ENGIE reconnaît la pertinence d'envisager la suppression du mécanisme d'IAPC dans un contexte de revue complète de l'interruptibilité (arrêtés) qui reconnaissent l'apport de flexibilité que peuvent fournir les CCGT sur le réseau gazier sur des préavis (très) courts. Toutefois, ENGIE souhaite que soient pleinement prises en compte les spécificités des Sites Fortement Modulés (SFM).

Comme le précise la CRE dans sa consultation, les modalités d'accès au réseau des SFM sont nettement plus contraignantes que celles des autres clients industriels. En effet, les SFM doivent :

- Produire quotidiennement des déclarations prévisionnelles de leur profil horaire de consommation ;
- Ajuster, en cours de journée, ces déclarations de leur profil horaire de consommation, en cas de modification de plus de 10% de la programmation initiale ;
- Respecter un délai de prévenance (parfois égal à 24h) avant de modifier leur consommation ;
- Respecter un programme de consommation imposé par GRTgaz en cas de situation de pénurie.

GRTgaz a d'ailleurs rappelé en Concertation gaz ses attentes encore plus fortes en matière de qualité des prévisions horaires de consommation et sa volonté de mettre en place des délais de prévenance pouvant évoluer en cours de journée.

Ces contraintes se traduisent par des coûts d'exploitation additionnels supportés par les seuls SFM, qui se traduisent également, pour les centrales électriques par des pertes d'opportunité sur le marché de l'électricité (intraday et mécanisme d'ajustement).

Cette situation spécifique justifie pleinement une rémunération du service rendu par les SFM au-delà des conditions appliquées à tous les consommateurs industriels. ENGIE estime donc tout à fait pertinente la proposition d'annulation du terme de livraison des SFM. Cette mesure aurait un coût inférieur à celui de l'IAPC, tout en reflétant davantage la spécificité des cycles combinés (qui, pour ces derniers, n'est pas liée à leur localisation, contrairement à l'IAPC). ENGIE propose également que la CRE examine, en complément, une rémunération du service rendu sur le réseau principal, dans la mesure où les contraintes imposées aux SFM conduisent à diminuer le coût de fonctionnement du réseau principal (coûts de compression, équilibrage).

ENGIE est favorable à la mise en place de ces nouvelles dispositions à compter du 1^{er} avril 2020.

Question 14 Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

ENGIE est favorable à la mise en place d'une formule adaptée pour les clients à souscription. Cependant, tout fournisseur (et non le seul fournisseur en place) devra disposer des données de consommation hivernale et annuelle de ces clients, afin de pouvoir déterminer son offre de prix.

Aussi, ENGIE demande que cette modification de la formule soit accompagnée d'une autorisation donnée aux GRT de mettre à disposition de tout fournisseur désigné par le client, les données de consommation hivernale et annuelle du client.

Divers

ENGIE souhaite apporter les compléments suivants sur des points développés dans la consultation.

Service de transfert de capacités aux PIR

ENGIE regrette la position exprimée par la CRE sur le service de transfert de capacités aux PIR. En effet cette position s'appuie sur le seul soutien de participants n'ayant aucunement besoin du service, pour ne s'être pas engagés sur des capacités annuelles d'entrée. La légitimité de ces participants à invoquer

l'impact de cette mesure sur les tarifs de transport est contestable, dans la mesure où ils ne supportent pas ces coûts.

A l'inverse, les participants pouvant trouver un intérêt dans ce service proposé par GRTgaz, à savoir les importateurs de gaz (engagés historiquement ou via les enchères annuelles), contribuent de manière significative au revenu des GRT et supporteront directement les conséquences d'un éventuel impact sur les tarifs de transport. Comment peut-on sérieusement soutenir qu'un service additionnel payant, réservé à des expéditeurs qui font le choix (ouvert à tous) de s'engager sur des capacités annuelles, serait discriminatoire ? En quoi les autres expéditeurs seraient-ils lésés par ce service ?

Par ailleurs, la perte de recettes qui serait occasionnée à GRTgaz par une telle offre n'est absolument pas démontrée, tandis que l'effet positif sur les prix du PEG l'a été par GRTgaz.

ENGIE demande donc à la CRE de bien vouloir reconsidérer sa position, sur la base d'une analyse plus juste de l'impact de cette offre sur les prix et sur la concurrence.

Terme de proximité

ENGIE rappelle sa forte opposition à la suppression du terme de proximité.

En premier lieu, le code de réseau ne s'oppose pas à l'existence d'un terme de volume dans la tarification du transport de gaz, tant que l'essentiel des revenus du GRT est fondé sur la capacité. Or, même dans le cas d'un consommateur sur le réseau principal (NTR 0) bénéficiant du terme de proximité, le coût de transport reste essentiellement facturé sur la base de la capacité.

En second lieu, la CRE indique que les NTR constituent déjà un signal de localisation, et qu'il n'est pas nécessaire de maintenir cet autre signal de localisation qu'est le terme de proximité. ENGIE ne partage pas cette analyse. En effet le NTR reflète les coûts de l'acheminement sur le réseau régional qui, dans la méthodologie tarifaire proposée par la CRE, est un service annexe. Dans le service de transport (au sens du code tarifs), les signaux tarifaires motivés par la distance parcourue par le gaz peuvent exister. C'est même la justification apportée par la CRE pour maintenir et accentuer le rabais tarifaire des PITTM. Le maintien du terme de proximité n'est donc pas incompatible avec la méthodologie tarifaire.

Enfin, ce terme de proximité reflète des besoins qui restent inchangés depuis sa création :

- Disposer de ressources réparties pour le fonctionnement optimal du réseau,
- Assurer le raccordement au réseau français des consommateurs frontaliers.

Son maintien est d'autant plus justifié aujourd'hui par les enjeux de compétitivité du gaz face à d'autres énergies dans les régions frontalières .